



S. AUDRAS/REA, D. FOURNAV/PHOTOFOR

MICHEL GODET Professeur au Cnam ⁽¹⁾

«LES BONNETS ROUGES N'EXPRIMENT PAS UN SIMPLE RAS-LE-BOL FISCAL»

Capital : Le gouvernement impose une sévère cure aux Français. L'effort vous paraît-il réparti équitablement ?

MICHEL GODET : Pas franchement. En effet, ce sont surtout les ménages qui sont les plus sollicités, à commencer par les familles moyennes aisées avec enfants, qui, en raison de la baisse du quotient familial, vont voir leur impôt sur le revenu flamber. L'an prochain, 1,3 million de foyers seront touchés à des degrés divers. On a aussi raboté certaines niches fiscales, mais pas celles concernant l'Outre-mer. Or, pendant ce temps, l'Etat ne fait pas assez d'effort. Les dépenses publiques s'élèvent à 57% du PIB, soit 11 points de plus que l'Allemagne, avec des services publics qui ne sont pas meilleurs. Il y a 90 fonctionnaires pour 1 000 habitants en France, contre 50 outre-Rhin. Pour retrouver la compétitivité, il faut réduire la dépense publique afin de baisser les charges qui pèsent sur le coût du travail. Les Français veulent bien payer des impôts, mais à condition que cela serve à éponger la dette et non à entretenir les gaspillages, dénoncés régulièrement par la Cour des comptes.

Capital : Comment expliquer la montée des colères en Bretagne et ailleurs ?

MICHEL GODET : Le mouvement des bonnets rouges bretons a des ressorts plus profonds que le seul ras-le-bol fiscal. Il traduit une montée des colères de la France d'en bas contre l'impuissance jacobine de la France d'en haut. L'alternance ne change rien aux pratiques de Bercy, où des têtes d'œuf qui regardent le pays à la jumelle inventent des écotaxes aussi compliquées qu'inapplicables. Il aurait été trop simple de se contenter d'augmenter les taxes sur le gasoil ! Les jacqueries sont souvent nées d'abord d'un sentiment d'injustice fiscale et sociale. Les élus sont trop nombreux et bénéficient de privilèges exorbitants (retraites, revenus en partie non imposables) au moment où le peuple doit se serrer la ceinture.

Capital : La crise a-t-elle fait naître de nouvelles inégalités sur le marché du travail ?

MICHEL GODET : Disons qu'elle augmente la pression sur les salariés les moins protégés. Même dans l'accord signé en début d'année par les partenaires sociaux sur la flexisécurité, on a d'abord renforcé les droits des salariés les mieux protégés au détriment des contrats courts et donc des chômeurs, dont on bloque les possibilités

d'insertion pour aboutir en fait à une flexirigidité supplémentaire. Il faudrait cesser d'avoir des syndicats faibles et généraliser le chèque syndical en le distribuant aussi aux chômeurs afin qu'ils soient enfin représentés.

Capital : Diriez-vous que les disparités se sont creusées ?

MICHEL GODET : On voit bien que la sécurité des uns se nourrit de l'insécurité des autres. Prenez un professeur des écoles, il peut multiplier les arrêts maladie, il sera remplacé par un contractuel qui a un statut bien plus précaire et ne sait même pas où il travaillera le lendemain. Pourquoi ne pas mettre en place ce fameux contrat de travail unique, qu'avait promis Nicolas Sarkozy, un CDI pour tous ? La Suède l'a fait. En attendant, il y a d'un côté la France qui se lève tôt, travaille beaucoup, est soumise à la flexibilité, voire à la précarité, et de l'autre celle des salariés protégés, les fonctionnaires intouchables même quand ils ne travaillent pas assez. On pourrait imaginer qu'ils repassent à 37,5 heures par semaine payées 35 heures. La Cour des comptes l'a d'ailleurs préconisé dans son dernier rapport sur les dépenses publiques. Elle ajoute qu'il faudrait aussi explorer cette piste pour les agents des collectivités locales et ceux de la Sécu, des hôpitaux ou encore des universités.

Capital : La France est-elle coupée en deux ?

MICHEL GODET : La France d'en haut va mal, mais celle d'en bas, des entreprises et des territoires qui innovent, ne va pas si mal. Elle irait encore mieux si celle d'en haut lui fichait la paix. Arrêtons d'imaginer des pseudo-solutions depuis Paris. Comme les emplois d'avenir, qui coûtent 20 000 euros par tête et par an, alors qu'il y a des entreprises d'insertion comme le groupe Id'ées, à Dijon, qui ont montré qu'on pouvait réinsérer des personnes déclarées inemployables par Pôle emploi. Dans mon livre, «La France des bonnes nouvelles», je relève des dizaines d'exemples de ce type ne demandant qu'à être généralisés. Le courage, le bon sens, la modestie et la compétence, voilà ce qui manque à nos élites. Reproduisons ce qui marche déjà dans les territoires, et le pays redémarrera.

Propos recueillis par Patrick Chabert

Retrouvez les autres enquêtes de la rédaction sur l'absentéisme dans la fonction publique, les PME françaises qui peinent à se développer, les salariés qui ont tout plaqué pour changer de vie... sur notre site <http://www.capital.fr/a-la-une/la-france-a-deux-vitesses>

(1) Auteur de «La France des bonnes nouvelles», éditions Odile Jacob.

(2) Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques.